



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

aide au développement

Question au Gouvernement n° 2330

Texte de la question

CONSEIL MONDIAL DE L'EAU

M. le président. La parole est à M. Jean Roatta, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Jean Roatta. Madame la secrétaire d'État chargée de l'écologie, la semaine dernière à l'Élysée le Président de la République a lancé les états préparatoires du Forum mondial de l'eau qui se tiendra à Marseille en mars 2012 et a annoncé vouloir " faire de l'eau une ressource protégée, à partager au sein d'un même pays comme entre les nations ".

La candidature de Marseille, d'abord incertaine face à l'Afrique du Sud, a tout de suite bénéficié d'une mobilisation exceptionnelle de l'ensemble des acteurs politiques au plus haut niveau de l'État. Le Président de la République a lui même manifesté son souhait de voir notre ville retenue. Depuis, votre mobilisation sur ce dossier est sans faille, madame la secrétaire d'État.

La mobilisation avait également été unanime à l'époque aussi bien au niveau des collectivités locales et régionales qu'à celui des acteurs économiques et professionnels du secteur.

Marseille qui, depuis 1996, est le siège du Conseil mondial de l'eau va ainsi voir son expertise et sa culture de l'eau justement valorisées et reconnues sur la scène internationale. Cette reconnaissance est pour nous, élus, une réelle source de fierté.

Les 3 et 4 juin dernier ont d'ailleurs eu lieu à Marseille, où vous étiez présente, madame la secrétaire d'État, aux côtés du sénateur-maire Jean-Claude Gaudin, du président du conseil général, du président du conseil régional, de la communauté urbaine, plusieurs réunions de travail rassemblant plus de trois cents délégués venus du monde entier pour travailler à la préparation du Forum de 2012.

Les enjeux mondiaux liés à l'eau, à l'aube du troisième millénaire, sont déterminants pour l'avenir de notre planète. En effet, deux milliards et demi d'êtres humains n'ont pas accès à un assainissement de base et près de 900 millions sont privés d'eau potable.

Madame la secrétaire d'État, le prochain Forum de l'eau devra envisager la gestion de l'eau sous l'angle de la gouvernance mondiale de cette ressource pour laquelle l'enjeu est planétaire. Je souhaite donc savoir quels sont les objectifs...

M. le président. La parole est à Mme Chantal Jouanno, secrétaire d'État chargée de l'écologie.

Mme Chantal Jouanno, *secrétaire d'État chargée de l'écologie*. Monsieur Jean Roatta, vous venez de rappeler une réalité effrayante : l'eau est la première cause de mortalité à travers le monde, plus exactement l'eau sale, qui tue un enfant toutes les dix-sept secondes. Face à cette réalité, l'on ne peut qu'être frappé par une certaine forme d'aveuglement : une seule instance s'occupe en effet spécifiquement de la question de l'eau, le Forum mondial de l'eau, qui se tiendra à Marseille en mars 2012.

Nous pouvons en être très fiers. Nous devons cette victoire de la France à l'engagement au plus haut niveau du Président de la République, du Premier ministre, du président de votre assemblée, et des élus de Marseille au premier rang desquels figure Jean-Claude Gaudin.

Quelles sont nos deux priorités pour ce forum ?

La première, qui nous tient particulièrement à coeur, à Jean-Louis Borloo et moi-même, est la reconnaissance d'un droit d'accès à l'eau et à l'assainissement, reconnaissance internationale que sans eau, il n'est pas de développement possible, ni de paix possible.

Aujourd'hui, la France a plus que doublé son engagement en ce domaine depuis 2005. Cependant, le droit d'accès à l'eau et à l'assainissement est absent de la plupart des grandes conventions. On ne le retrouve pas dans celles sur les droits humains, ni en tête des objectifs du Millénaire pour le développement.

Nous devons par ailleurs être bien conscients que, au sein même de notre propre pays, un nombre croissant de familles sont incapables de payer leur facture d'eau. Aussi votre propre majorité portera-t-elle une proposition de loi tendant à mettre en place un dispositif de prévention des factures d'eau impayées.

Deuxième priorité : ce Forum doit être l'occasion d'adopter un plan commun entre tous les acteurs, les États, les collectivités, les entreprises, les ONG, plutôt que de laisser chacun instaurer son propre plan. Notre idée serait simplement de lancer un Grenelle mondial de l'eau, d'abord à l'échelle des pays, ensuite à l'échelle des continents, enfin à l'échelle mondiale.

Chacun doit comprendre que l'enjeu de mars 2012 est énorme et que nous souhaitons réellement être à la hauteur de l'événement. *(Applaudissements sur de nombreux bancs des groupes UMP et NC.)*

Données clés

Auteur : [M. Jean Roatta](#)

Circonscription : Bouches-du-Rhône (3^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2330

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Écologie

Ministère attributaire : Écologie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 9 juin 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 9 juin 2010